



Assemblée générale

Distr. générale
30 mai 2017

Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Trente-cinquième session

6-23 juin 2017

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils,
politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris
le droit au développement**

Exposé écrit* présenté par Association Bharathi Centre Culturel Franco-Tamoul, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[15 mai 2017]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s) par l'/les organisation(s) non gouvernementale(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

GE.17-08650 (F)



* 1 7 0 8 6 5 0 *

Merci de recycler



Justice transitionnelle au Sri Lanka*

Nous vous demandons de comprendre que les Tamouls ont été dépossédés de leurs droits, trompés, dupés encore et encore par les gouvernements successivement mis en place ces 67 dernières années sur l'île du Sri Lanka. Les promesses n'ont pas été tenues et aujourd'hui encore, le gouvernement du pays, en raison de bonne gouvernance, empêche toujours l'accès à la liberté au peuple tamoul sur l'île. Il a également toujours empêché les journalistes mandatés de l'ONU, groupes de spécialistes de l'ONU, équipes de l'OISL (ou OHCHR « Office of the High Commissioner for Human Rights ») d'aller voir les zones de guerres et rassembler plus d'informations sur le terrain directement depuis les victimes.

Les engagements du gouvernement actuel incluent la mise en place de la OMP (Office of Missing Persons), une Commission pour la Vérité, Justice, Garanties de non-répétition, un mécanisme judiciaire avec un Conseil Spécial, dans lesquels le peuple tamoul n'a aucune confiance et dans lesquels la majorité du peuple ne participera pas en raison de l'occupation militaire.

Le gouvernement continue également à donner plus d'importance aux rôles des militaires dans les affaires civiles. L'armée continue de s'immiscer dans la vie des Tamouls, et l'Acte de Prévention du Terrorisme (PTA) est toujours présent à plusieurs niveaux. Il n'y a aucune justice pour les disparitions, le gouvernement srilankais a même ratifié la « Enforced Disappearance Convention », la protection de la victime et du témoin est complètement violée et les Tamouls victimes des enlèvements de l'armée et des forces de l'ordre n'auront jamais confiance au processus national srilankais.

Nous, Tamouls, pensons que les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocides ont bel et bien existé et que les génocides continuent à être opérés sous l'autorité de l'armée du nouveau gouvernement.

L'acquiescement de 5 personnes inculpées du meurtre d'un législateur tamoul au Sri Lanka a renouvelé le scepticisme concernant la crédibilité du système judiciaire du pays, particulièrement dans les affaires impliquant les meurtres extrajudiciaires des forces armées.

Suite à une décision d'un jury composé uniquement de Cingalais, un tribunal srilankais a acquitté cinq hommes, comprenant trois officiers de marine, accusés d'avoir assassiné Nadaraja Raviraj en 2006. Raviraj, avocat et parlementaire de l'Alliance nationale tamoule (TNA), a activement cherché à intéresser les Cingalais à la question tamoule au sein du pays, s'adressant à eux en cingalais. Le 10 novembre 2006, son garde du corps et lui-même ont été tués d'une balle dans la tête dans une rue bondée de Colombo.

Selon M.A. Sumanthiran, parlementaire du TNA et grand avocat des droits de l'homme, le Criminal Investigation Department (CID) au Sri Lanka et le Procureur Général ont trouvé des preuves indiquant l'implication du State Intelligence Services (SIS) dans l'assassinat de M. Raviraj. De plus, la mise en accusation publique d'un procureur indique que des « personnes dont on ne connaît pas l'identité » ont été impliquées dans le meurtre.

« Donc il est évident que des officiers de la marine fraîchement gradés n'aient pu avoir réalisé cet acte par leurs propres moyens. Ils sont tout aussi responsables d'avoir exécuté les ordres de quelqu'un, mais ce n'est qu'une infime partie du puzzle. Cela s'est produit il y a 10 ans et nous attendons toujours de trouver les personnes qui ont donné les ordres, » indiqua M. Sumanthiran au journal *The Hindu*.

Fournissant des preuves durant l'enquête, un ancien policier devenu témoin affirma que l'ancien secrétaire de la Défense Gotabhaya Rajapaksa « a arrangé un paiement de 50 millions de roupies à la faction de Karuna pour assassiner le député » selon le *Daily News*. Karuna Amman, ou Vinayagamoorthy Muralitharan s'est détaché de la LTTE (Liberation Tigers of Tamil Eelam) et a été plus tard nommé ministre durant la présidence de Mahinda Rajapaksa.

L'échec du R2P (Responsability to Protect) au Sri Lanka

Il y a maintenant une quasi complète acceptation que le Sri Lanka ait été responsable des atrocités commises, particulièrement durant les derniers mois de la guerre. Les rapports des groupes de spécialistes de l'ONU indiquent que le nombre de morts civiles est de 40 000. Le rapport de jury de révision interne de novembre 2012, le rapport « Petrie », indique que les pertes civiles montent jusqu'à 70 000. Selon le gouvernement srilankais et l'évêque catholique Rayappu, il y a eu près de 147 000 disparitions.

La communauté internationale a reconnu ses propres échecs en 2009 : le rapport Petrie détaille non seulement l'étendue des crimes commis par le gouvernement srilankais à l'encontre de ses citoyens mais également le manque d'actions internationales face à ce fait. Ce n'était pas une guerre sans témoins, mais une guerre où l'on a décidé de ne pas en avoir. Plus récemment, Madeleine K. Albright et Richard S. Williamson, en tant que co-présidents dans le groupe de travail du R2P, ont observé, « Des dizaines de milliers de civils tamouls sont morts à la fin de la guerre civile avec très peu d'indignations internationales ou de réponses de l'ONU. » Le Sri Lanka est ainsi un exemple du R2P, « un double échec flagrant » : un échec de protection de la part du pays et de la communauté internationale.

Un manque total de justice des institutions srilankaises, les Tamouls croient fermement que la justice pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis durant et après la guerre n'est pas du tout crédible. Le Sri Lanka doit accomplir des engagements pris par le gouvernement pour le Conseil des droits de l'homme de l'ONU en Octobre 2015, à travers les résolutions du 30 janvier.

Dans cette résolution, le Sri Lanka a promis d'assurer que « le Commonwealth, des juges étrangers, des avocats de la défense, des procureurs autorisés et enquêteurs » seraient impliqués dans le processus juridique qu'il met en place pour apporter la justice pour les crimes graves commis. Les organisations civiles tamoules n'ont pas confiance dans le processus interne et demandent une enquête internationale.

Le gouvernement du Sri Lanka doit se soumettre à ses obligations légales envers les victimes, incluant le droit à des recours efficaces et le droit de participer aux procédures.

Tous les efforts effectués dans le passé par la SLG pour établir une traçabilité des violations en temps de guerre ont chuté dramatiquement faute de normes internationales. La traçabilité ne peut être effectuée sans engagements politiques durables envers un mécanisme juridique correctement financé qui opère en accord avec les *normes internationales*. La SLG ne devrait pas user d'excuses légales pour bloquer la participation judiciaire et pénales. Au contraire, le gouvernement srilankais devrait montrer son engagement en adoptant des réformes législatives qui incorporent les crimes internationaux et les responsabilités, et en facilitant la nomination de juges internationaux, procureurs et avocats pour travailler côte à côte avec des partenaires locaux.

Le système judiciaire srilankais « reste particulièrement vulnérable aux manipulations et influences de politiciens puissants et de l'armée. » De plus, la justice srilankaise n'a pas l'expérience nécessaire pour gérer au mieux les crimes complexes internationaux. Ces lacunes ne sont pas nouvelles dans les situations post-guerres. La meilleure réponse est de faciliter la participation complète des juges internationaux, procureurs et avocats. Cette participation doit être significative, les acteurs étrangers doivent avoir de véritables pouvoirs décisionnels.

Si les juges nationaux sont majoritaires, le tribunal restera ouvert aux manipulations politiques. La « majorité qualifiée » du système de vote a été inefficace. Par conséquent, chacune des chambres judiciaires doit être composée d'une majorité de juges internationaux. La Constitution n'impose pas la nationalité srilankaise pour être élu.

Une chambre spéciale pour les crimes de guerre devrait permettre à des avocats internationaux expérimentés de plaider dans chaque parti. Il n'y a aucune interdiction qui empêche des avocats étrangers d'exercer.

L'Assistance to and Protection of Victims and Witnesses Act (WPA) a été un pas très important dans la garantie que les victimes ne soient pas privées de leurs dédommagements, en incluant les réparations. Cependant, il manque de recherche de la vérité et de traçabilité, ce sur quoi reposent « la guérison et la réconciliation ».

Le OHCHR a souligné « l'absence de tout système sûr pour la protection des témoins et victimes, particulièrement dans un contexte où la menace de représailles est très élevée. La situation actuelle au Sri Lanka est peut-être plus extrême que ce qu'a pu rencontrer un tribunal des crimes de guerre ; la manipulation de témoins au Sri Lanka continue à sévir. Les Tamouls ont le droit d'avoir peur d'y participer à moins qu'un système de protection rigoureux ne soit établi.

Recommandations

La SLG devrait entreprendre les consultations élargies avec tous les participants pertinents. Les victimes devraient être suffisamment informées des choix de justice, comprenant une chambre spéciale des crimes de guerre de nature hybride.

La SLG devrait protéger les droits des victimes décrits dans les principes fondamentaux.

La SLG devrait créer une chambre spéciale de crimes de guerre comprenant les caractéristiques suivantes :

- a. Procès et chambres d'appels avec une **majorité de juges internationaux** travaillant côte à côte avec des participants locaux.
- b. Des **co-procureurs** avec des pouvoirs décisionnels égaux, l'un national et l'autre étranger. Ou un procureur étranger
- c. Un **système de protection de témoins rigoureux** basé sur la loi de l'ONU relative à la protection des témoins, comprenant :
 1. Un mécanisme de surveillance, indépendant de la SLG, avec des fonctions et responsabilités sans équivoque.
 2. Des critères légaux et clairs pour accorder des mesures protectives.
 3. Une liste disponible des mesures de protections physique et psychologique.
- d. Les **victimes avec des droits de participation significative** dans le processus. Le droit du libre choix dans le conseil, comprenant le conseil international.
- e. Le droit du libre choix pour les suspects et accusés, comprenant le **conseil international** avec le droit total à être entendu.
- f. Aide judiciaire pour les victimes, suspects et accusés indigents.
- g. L'applicabilité d'une règle substantielle du droit international coutumier ainsi que la reconnaissance des formes de responsabilité pénale, appliquant les normes de l'ICC.
- h. L'application de loi procédurale modifiée dans un souci de cohérence avec les protections de l'ICCPR (International Covenant on Civil and Political Rights).

*Swiss Council of Eelam Tamils (SCET), Association Le Collectif La Paix au Sri Lanka, des ONG sans statut consultatif partagent également les opinions exprimées dans cet exposé.